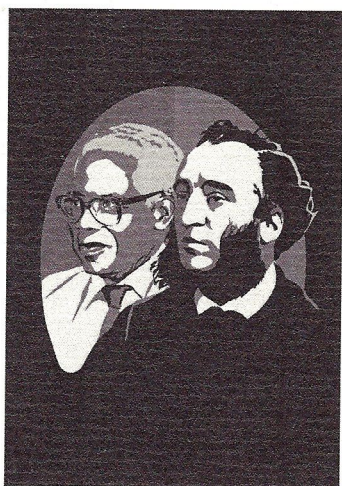


ART, ÉDUCATION ET POLITIQUE

Sous la direction de Marie-Hélène Popelard



Sandre Actes

Entretien

DOCUMENTAIRE ET COEXISTENCE DES MÉMOIRES

Eyal SIVAN

Cinéaste, Israël, Royaume-Uni, France

Marie-Hélène POPELARD. — Vous avez réalisé Route 181 avec Michel Khleifi. Pouvez-vous nous en parler et nous dire si, lorsqu'on évoque le conflit israélo-palestinien et ses solutions, on doit parler de « partition » ou d'un « partage » de la Palestine ?

Eyal SIVAN. — La route 181 n'existe que dans le film. C'est un voyage que nous avons fait avec Michel Khleifi, qui est l'homme qui a fondé le cinéma indépendant palestinien, c'est-à-dire l'homme qui a commencé à faire des films en dehors du département de cinéma de l'Organisation de libération de la Palestine. Fin 2003, début 2004, on a décidé de repartir chez nous en suivant la route 181. La dernière carte de la Palestine date de 1946. On a donc pris la carte d'Israël d'aujourd'hui, qui couvre l'intégralité du territoire de la Palestine d'hier, et on a mis dessus la carte de la Palestine qui venait de la proposition votée le 29 novembre 1947 par l'assemblée générale des Nations unies. C'est une carte qui révèle des frontières qui n'ont jamais existé, et on a décidé de suivre cette route 181 qui est la frontière supposée de la résolution de l'ONU, parce que cette route est devenue, pour Michel Khleifi et moi-même, le point de départ du conflit qui s'origine dans l'idée des puissances coloniales – ou de l'Occident – selon laquelle, en partitionnant le territoire, on propose le divorce comme solution de la paix de famille. À partir, *grosso modo*, de 1922 ou de 1937, l'idée de la partition des territoires colonisés est de proposer la partition de la partition. Les deux États proposaient tantôt 33 % de 56 %, tantôt, comme aujourd'hui, 21 % de 31 %. On est toujours dans une thématique de la partition de la partition, alors que le plan proposé par l'ONU – condition de la légitimité de l'État juif – n'est pas un plan de partition de la Palestine mais de *partage* de la Palestine, et il est bien stipulé sur la carte que c'est un plan de partage du territoire, assorti d'une coopération économique et politique. À aucun moment on n'y trouve une

idée de séparation, mais plutôt celle d'un partage entre États binationaux à majorité arabe, avec une double citoyenneté.

On décide donc de voyager dans ces territoires avec un projet de documentaire classique, celui du *road movie*, le film de voyage, avec un seul principe : à chaque fois qu'on rencontrera quelque chose qui nous intéresse, un panneau qui nous intrigue, etc., on ira parler avec les premières personnes qu'on croquera. La rencontre s'est toujours passée autour de la question qu'elles posaient : « Mais qu'est-ce que vous faites ? » Et on répondait à chaque fois qu'on voyageait sur la route 181, celle dessinée par la résolution de l'ONU, et chacun avait alors quelque chose à en dire. Un film est une sorte d'*archéologie des mémoires*, pour reprendre une formule journalistique, même si le mot *archéologie* est trop proche de ma mère, qui était archéologue, et que je n'aime pas non plus le mot *mémoire*.

M. U. D. — *Pensez-vous qu'il s'agisse d'une guerre coloniale ?*

E. S. — C'est une situation coloniale, certes, mais pas une guerre coloniale. Quand on dit « colonial », il faut s'entendre sur le mot. Il y a bien une conscience et une identité de colons, chez les Juifs israéliens « sans métropole » (alors qu'on a bien évidemment une métropole, qui est l'Europe). La guerre est devenue, progressivement, une guerre de survie pour les colons dans une situation coloniale. Et une guerre coloniale « à la britannique » avec des configurations comme en Australie, c'est-à-dire une guerre dans laquelle l'indigène n'a aucune place, même pas comme ouvrier des colons. C'est ça qui est extrêmement spécifique. Le sionisme, avec son idée de travail juif, écarte la possibilité d'un travail indigène, exclut la possibilité que l'indigène devienne l'esclave de lui-même. D'où un remplacement de populations dans un processus très contemporain de *désarabisation* des territoires. Car ce qui est dangereux, c'est l'*arabité*, l'*arabité* en général, celle des musulmans ou des Arabes mais aussi celle des Juifs arabes. La majorité de la population israélienne est issue de la population des Juifs arabes, et l'*arabité* est tenue pour dangereuse : voilà le paroxysme colonial, l'effacement de l'*arabité* de la Palestine, de l'identité arabe des Juifs.

Question de la salle. — *Le fil narratif de Route 181, ce sont les cartes qui apparaissent régulièrement tout au long de votre documentaire. Les cartes, c'est un outil politique très utilisé dans le dispositif militaire israélien. Les géographes israéliens sont beaucoup plus nombreux et mieux formés que les géographes palestiniens : je voudrais donc vous demander si, comme le dit Yves Lacoste dans un livre¹ qu'il a publié aux éditions Maspéro, vous pensez vous aussi que « la géographie, ça sert d'abord à faire la guerre » ?*

1. *La géographie ça sert d'abord à faire la guerre*, Paris, Maspéro, 1976.

E. S. — D'abord, il faut poser la question de savoir ce qui sert à faire de la géographie, et, dans notre cas, c'est la démographie qui sert à faire la géographie. En Israël, il n'y a pas seulement des départements de géographie, mais on y fait, depuis longtemps, de l'archéologie et de la géographie ensemble. Car la question n'est pas de redessiner le territoire, mais c'est de révéler la réalité d'un territoire enfui qui est la terre d'Israël, qui s'étendrait de l'Euphrate jusqu'au Nil, en renforçant l'idée que, d'un côté, il y a la terre promise, la terre de la promesse, et, de l'autre côté — puisqu'on est d'une générosité extrême et d'une modestie légendaire —, qu'on se satisfait seulement de ce territoire. Le travail du géographe ne vient pas pour déterminer un territoire mais pour révéler l'impossibilité de déterminer une géographie et un territoire.

Israël a été accepté comme membre provisoire des Nations unies en 1949, au moment du cessez-le-feu, avec une condition applicable à tous les États membres des Nations unies, celle de déposer les cartes de ses frontières. Il y a un membre qui n'a jamais déposé ses cartes, c'est l'État d'Israël. Donc, tout le travail de la géographie a été un travail consacré à démontrer l'impossibilité de la géographie, du fait de l'indétermination de la démographie. Parce que l'idée de l'État d'Israël, c'est que là où il y a un Juif mort, c'est à Israël qu'il revient, de l'Europe de l'est jusqu'à la Chine. Partout, les Juifs sont devenus citoyens de l'état d'Israël. La carte est comme la mémoire. Or, la mémoire, ce n'est pas ce qui est mais ce qui n'est pas, et la géographie, en Israël, c'est ce qui n'est pas.